Joëlle Beaucamp

L'Égypte byzantine: biens des parents, biens du couple?

Selon Karl Eduard Zachariä von Lingenthal, la communauté des biens familiaux a progressé avec la conception chrétienne du mariage et s'est fait jour, dès la première moitié du 8^e siècle, dans l'*Ecloga*¹. Il apparaît crucial de confronter cette assertion aux données papyrologiques. Car il n'y a aucune raison de couper l'Égypte du monde byzantin, sous prétexte d'une spécificité qui reste à démontrer. Et seuls les documents que fournissent les papyrus peuvent renseigner, de la fin du 3^e siècle au milieu du 7^e, sur les pratiques sociales en ce domaine et sur leur éventuelle évolution. Il se trouve que, comme souvent, les papyrus d'époque byzantine sont moins étudiés que ceux des périodes hellénistique et romaine: la synthèse de Günther Häge s'arrête au règne de Dioclétien².

Deux séries de constatations intéresseraient l'objet de ce colloque. Premièrement, on rencontre dans les papyrus des mentions de «biens des parents» (τῶν γονέων ou γονικά). Serait-ce un indice d'une communauté patrimoniale entre époux? Deuxièmement, on y trouve fréquemment des fractions de biens détenues par différentes personnes (frères et sœurs, parents plus éloignés ...); par ailleurs, les actes de partage sont assez nombreux, entre frères et sœurs particulièrement: que faut-il en conclure sur la cohésion du patrimoine à la génération suivante, celle des enfants d'un couple, et même au-delà? C'est la première de ces questions qui est présentée ici. La logique y incite, mais aussi le fait que plusieurs papyrus de la Staatsbibliothek de Munich sont fondamentaux pour le sujet.

Pour cerner une hypothétique communauté de biens dans le couple, quatre enquêtes peuvent être successivement tentées: sur les biens des parents; sur les biens communs du couple; sur l'activité économique commune du couple; et sur le sort de son patrimoine, au terme du mariage.

Pour les abréviations de publications papyrologiques, se reporter à *John F. Oates, Roger S. Bagnall, William H. Willis et K. A. Worp, Checklist of Editions of Greek Papyri and Ostraca* (Missoula³ 1985).

¹ *Karl Eduard Zachariä von Lingenthal, Geschichte des griechisch-römischen Rechts* (Berlin³ 1892), 89.

² *Günther Häge, Ehegüterrechtliche Verhältnisse in den griechischen Papyri Ägyptens bis Diokletian* (Köln – Graz 1968).

Il sera, en revanche, très peu question des catégories juridiques de biens qui composent éventuellement ce patrimoine, entre autres de la dot. C'est volontaire: car je me suis intéressée au fonctionnement concret du patrimoine et à la façon dont il est conçu. Or il est exceptionnel de rencontrer la mention que tel ou tel bien fait partie d'une dot ou d'une autre catégorie juridiquement déterminée.

I. Les mentions de biens des parents

Nous verrons successivement la fréquence du terme et sa signification.

J'ai relevé vingt-quatre références à des biens dits τῶν γονέων ou γονικά³. Ce peut être la κληρονομία, la διαδοχή, les πράγματα, tel ou tel bien «réel», ou encore une fraction idéale d'un bien. Sur ces vingt-quatre cas, une quinzaine sont tardifs, c'est-à-dire postérieurs à 550. Il est tentant de bâtir d'emblée une hypothèse sur cette inégale répartition chronologique: serait-elle l'indice que la communauté des biens du couple progresse avec le temps? La stricte séparation des biens des deux conjoints, qui prévalait en droit romain, s'estomperait peu à peu. On rejoindrait ainsi un schéma d'évolution déjà proposé pour Byzance, notamment par Zachariä.

Si cette hypothèse est juste, on doit s'attendre à ce que les mentions de biens paternels et de biens maternels deviennent moins fréquentes entre Dioclétien et la conquête arabe: car elles impliquent, elles, la séparation des deux masses patrimoniales. Mon enquête n'est pas encore exhaustive, du moins sur les biens paternels. Mais, jusqu'à présent, elle ne permet de constater rien de tel: les références à des biens paternels ou maternels sont nombreuses à toutes les époques.

Il resterait d'ailleurs à démontrer l'essentiel, à savoir que γονικά sert à désigner des biens en quelque sorte communs au couple; autrement dit, que le terme renvoie à autre chose que la somme des biens du père et de la mère. Voyons ce qu'il en est.

Une première constatation s'impose. Dans plusieurs papyrus, les expressions γονικός ou ἀπὸ γονέων désignent des biens qui sont également qualifiés de πατρῶος ou de μητρῶος à un autre endroit du texte. Γονικός apparaît alors comme un terme générique, un raccourci commode pour parler des biens paternels ou maternels. Il marque une addition des deux masses patrimoniales, mais nullement une confusion entre elles.

Ainsi, en 570, un médecin-chef d'Antinooupolis déclare disposer par son testament de ses biens, γονικά ou autres; mais, quand il inscrit le legs d'une vigne à un monastère, il précise que ce bien fait partie de «l'ensemble des vignes qui lui sont venues de la succession et de l'héritage de son père»⁴. Un autre papyrus de la même époque⁵ concerne un conflit successoral entre frères et sœurs. Il parle des biens «venus des parents» (ἀπὸ γονέων), mais aussi de «l'héritage paternel et maternel» (πατρῶα καὶ μητρῶα κληρονομία). Il mentionne en outre des «maisons des parents» (γονικαὶ οἰκίαι). Cette fois, on pourrait penser à des maisons appartenant au couple; mais, ail-

³ Voir les références citées aux notes 4-16 et, en outre, P. Cair. Masp. I 67026, l. 3.

⁴ P. Cair. Masp. II 67151, l. 38-41 et 108-110.

⁵ P. Lond. V 1708, l. 200, 35-37, 53, 39 et 74.

leurs dans le texte, ces maisons sont appelées «habitations paternelles et maternelles» (οικήματα πατρῶα καὶ μητρῶα) et, à partir des précisions données, on constate qu'il s'agit de différentes maisons, appartenant l'une à la mère, les autres au père. Ces deux exemples sont du 6^e siècle, mais on observe le même usage en 298 à Oxyrhynchos, au 5^e siècle à Hermoupolis et Oxyrhynchos, comme dans deux autres textes du 6^e siècle⁶.

Un seul document pourrait témoigner d'un emploi différent. C'est une transaction (διάλυσις) de 599 ou 600⁷ qui met fin à une querelle successorale entre frères et sœurs. Elle mentionne «deux terrains des parents» (δύο γονικά οικόπεδα) et «une autre maison des parents» (ἄλλη γονικὴ οἰκία). Cette fois, des indices font penser que ces biens étaient conjointement la propriété des deux parents. Nous reviendrons sur la question des maisons possédées par un couple. En tout cas, ailleurs dans le texte, on constate encore que γονικός équivaut à πατῶος + μητρῶος. Car les enfants évoquent aussi bien «le *klēros* de leurs défunts parents» ou «la modeste fortune laissée par eux» que «tous les biens, paternels et maternels».

Cette comparaison terminologique entre γονικός, πατῶος et μητρῶος ne saurait suffire. Il faut analyser la totalité des mentions de biens des parents.

Dans deux cas de figure, ces mentions s'éclairent par le contexte. Premièrement, γονικός est employé dans des formules stéréotypées visant à englober toutes les catégories possibles de biens, selon leur origine. Le bien γονικός y fonctionne en opposition avec le bien «acquis par soi-même». On rencontre ainsi les expressions γονικά καὶ ιδιόκτητα, ou ιδιωτικά καὶ γονικά, ou encore «des biens parvenus par succession des parents, par droit d'achat, par sa sueur et ses efforts»⁸. Dans ce contexte, le terme a un usage générique et sert à désigner les biens obtenus des générations précédentes, le plus souvent donc de celle des parents. Il n'y a rien à en retirer pour une éventuelle communauté des biens dans le couple.

Deuxièmement, dans plusieurs documents du 6^e siècle, γονικός ou τῶν γονέων sert à préciser l'origine d'un bien vendu, donc à affirmer la légitimité des droits du vendeur. On trouve les expressions ἀπὸ δικαίου κληρονομίας τῶν γονέων αὐτοῦ, ἀπὸ γονέων διαδοχῆς, ἀπὸ γονικῆς διαδοχῆς ou ἀπὸ κληρονομικοῦ δικαίου τῶν γονέων αὐτῶν⁹, comme on trouverait, si l'origine du bien était différente, ἀπὸ δικαίου ἀγορασίας παρὰ τοῦ δεῖνα. Cet emploi est donc tout à fait comparable à celui du premier cas de figure. En outre, deux faits apparaissent particulièrement significatifs. Dans la plupart des cas, la qualification de γονικός ou de ἀπὸ γονέων concerne des étapes lointaines de l'acquisition, et non la plus récente. Les papyrus de Munich en fournissent deux exemples. La cour vendue dans P. Monac. I 16 a été acquise par achat auprès d'une dizaine de personnes, qui l'avaient reçue «par droit suc-

⁶ P. Oxy. XIV 1704; P. Herm. 25, l. 2; P. Oxy. XXIV 2418, l. 4; P. Flor. III 294, l. 47; P. Cair. Masp. I 67110, l. 25.

⁷ P. Paris 20, l. 30–33, 21–22 et 9–12.

⁸ P. Cair. Masp. II 67151, l. 39; P. Cair. Masp. III 67340 v°, l. 6–7; P. Lond. V 1727, l. 30–33; P. Vat. Aphrod. 7, l. 10.

⁹ P. Lond. V 1722, l. 17; P. Monac. I 13, l. 23; P. Monac. I 11, l. 37; P. Monac. I 12, l. 30; P. Monac. I 16, l. 14–15.

cessoral de leurs parents»¹⁰. Et, dans P. Monac. I 11 de 586, Aurélia Tapia vend une part de maison, qui lui est venue par achat auprès de Iôannês, lequel l'avait obtenue de la succession parentale¹¹. Le second fait est encore plus révélateur. Dans quelques textes, on lit que le bien a été acquis par héritage du père (réciproquement, de la mère), qui l'avait acquis lui-même (elle-même) par héritage de ses parents. Dans P. Monac. I 13 de 594, par exemple, deux sœurs vendent une part de maison, en indiquant: «elle nous est venue du juste héritage de notre père défunt Apa Dios, qui, lui, l'avait reçue de la succession de ses parents»¹². Autrement dit, on précise que le bien est paternel (ou maternel) pour la transmission la plus proche et on ne le précise pas pour la génération d'avant. Il m'apparaît très improbable qu'il y ait eu, chaque fois, un bien commun à la génération des grands-parents et séparation des biens à la génération des parents. Dans ce deuxième cas de figure comme dans le premier, parler des «biens des parents» est une expression générique, un raccourci. Cela ne recèle pas de signification particulière.

Après ces deux analyses réductrices, faut-il exclure complètement l'idée que l'expression «biens des parents» puisse renseigner sur une éventuelle communauté patrimoniale? Peut-être que non; car il y a un reste: toutes les occurrences ne rentrent pas dans les deux cas de figure qui précèdent.

En premier lieu, quatre documents de la fin du 3^e et du début du 4^e siècle font état de biens ἀπὸ κληρονομίας τῶν γονέων μου, ἀπὸ τῶν γονέων, ἐκ διαδοχῆς τῶν γονέων μου ou encore καταλειφθέντα ὑπὸ τῶν ἡμετέρων γονέων¹³. Tous comportent des lacunes, mais on distingue, comme possessions des parents, un bien-fonds dans un cas, un esclave dans un autre, plusieurs esclaves dans un troisième.

En second lieu, nous avons deux textes des 6^e et 7^e siècles. Dans l'un, une femme détient une fraction de deux pièces d'habitation «par juste héritage de (ses) parents» (ἀπὸ δικαίας κληρονομίας τῶν ἐμῶν γονέων)¹⁴. Ce qui rappelle le cas, évoqué plus haut, de maisons possédées conjointement par le père et la mère¹⁵. Dans l'autre, des frères se partagent des biens de leurs parents (τῶν γονέων). Le papyrus est lacunaire, mais on a la mention d'un champ, d'une maison, de deux esclaves. Par ailleurs, ce même papyrus indique qu'il s'agit de biens achetés par les parents (ὠνητά)¹⁶: nous avons affaire à des biens acquis conjointement par un couple.

Aussi y a-t-il deux questions à approfondir: quels biens sont possédés en commun par un couple? et comment ces biens deviennent-ils communs? C'est l'objet des deuxième et troisième enquêtes.

¹⁰ P. Monac. I 16, l. 10–15.

¹¹ P. Monac. I 11, l. 36–38.

¹² P. Monac. I 13, l. 22–23. On peut encore citer P. Lond. V 1733, l. 26–34.

¹³ P. Oxy. XXXIII 2674, l. 6; P. Stras. VII 672, l. 13; P. Oxy. Hels. 26, l. 9; PSI V 452, l. 7.

¹⁴ SB VI 8987, l. 16–17.

¹⁵ P. Paris 20.

¹⁶ P. Cair. Masp. III 67313, l. 7–8.

II. Les biens communs d'un couple

J'ai fait l'inventaire des biens qui sont dits appartenir à un homme et à son épouse, ainsi que des biens qui font l'objet d'une aliénation en faveur d'un couple ou de la part d'un couple. On trouve: un bateau, quelques terres cultivables (en 365 et dans deux papyrus du 6^e siècle)¹⁷. Mais la très grande majorité consiste en maisons, ou fractions de maison, ou pièces d'habitation, ou fractions de pièces. On a, de fait, quatre mentions de maisons appartenant à un couple, toutes tardives (après 550)¹⁸; trois ventes par un couple (une du début du 5^e siècle, deux tardives)¹⁹; et plus de quinze achats ou mentions d'achat (tous après 550)²⁰.

Cet inventaire suscite quatre remarques ou interrogations.

1. Dans les biens d'un couple, les maisons (que nous avons déjà rencontrées dans les biens des parents) apparaissent particulièrement importantes.

2. Ce phénomène, toutefois, n'est visible qu'après 550: quelle interprétation donner à ces deux faits?

3. De quelle façon ces biens sont-ils acquis par le couple?

4. En quel sens et jusqu'à quel point lui sont-ils communs?

Commençons par le mode d'acquisition, car l'inventaire même fournit l'essentiel de la réponse. Dans presque tous les cas où l'origine du bien commun est visible, nous avons affaire à un achat par le couple. Une autre acquisition s'en rapproche: une part de maison est cédée à un couple, qui s'acquittera, en contrepartie, d'une obligation alimentaire liée à cette part de bien²¹. Un seul cas est vraiment différent. Une déclaration de location de 553, adressée à un couple, concerne le tiers d'une maison qui appartient à celui-ci et qui aurait été donné par la mère de l'épouse, conformément au contrat [...] ²². Plusieurs lacunes affectent ce passage. Mais le *kappa* visible incite à restituer γαμικὰ συμβόλαια et on pense évidemment à un bien dotal.

Pourquoi ces achats n'apparaissent-ils qu'après 550? Nous connaissons, de fait, huit ou neuf couples qui achètent des parts de maisons après cette date²³; mais aucun auparavant. L'explication ne peut résider dans la nature ou la transmission des documents de tel ou tel siècle: car, quand on regarde l'ensemble des achats de maison effectués entre la fin du 3^e et le milieu du 7^e siècle, on ne rencontre nullement la même distribution chronologique²⁴. Indéniablement donc, les acquisitions de maison par des

¹⁷ P. Monac. I 4; SB III 6612, l. 13–14; P. Vat. Aphrod. 10; P. Mich. XIII 659, l. 56–57.

¹⁸ P. Oxy. XVI 1965, l. 11–12; P. Lond. V 1722, l. 25; P. Cair. Masp. II 67156, l. 17–18; SB VI 8988, l. 15.

¹⁹ P. Oxy. XX 2270; P. Lond. V 1722; P. Paris 21 bis et 20 (concernant la même vente).

²⁰ P. Lond. V 1722, l. 14–15; P. Lond. V 1724; P. Mich. XIII 665; P. Monac. I 8, l. 16–17; P. Monac. I 9; P. Monac. I 9, l. 50–53; P. Monac. I 11, l. 20–21; P. Monac. I 12; P. Monac. I 13, l. 25–27; P. Paris 21 bis, l. 12–13; SB I 5112; SB VI 8987 et 8988 (concernant la même vente); P. Herm.

²¹ Dans P. Lond. V 1729, l. 9, la mention de l'achat par un couple est biffée.

²² P. Lond. V 1730.

²³ P. Oxy. XVI 1965, l. 11–16.

²⁴ Parmi ces couples, deux (Iakôb et Tapia, puis Paternouthis et Kakô) sont connus par plusieurs transactions.

²⁵ Voir *Orsolina Montevecchi*, *Ricerche di sociologia nei documenti dell'Egitto greco-romano*

couples deviennent plus fréquentes à partir du 6^e siècle. Faut-il y voir l'indice d'un progrès dans la communauté des biens?

Peut-être, mais je crois qu'il faudrait également comprendre pourquoi ces multiples acquisitions communes ne concernent, pour ainsi dire, que des maisons. Le problème de l'habitat et des considérations démographiques n'interviendraient-ils pas? On est frappé, en effet, par l'extrême morcellement des habitations que révèlent les papyrus: le tiers ou le quart de telle pièce à tel étage se trouve parfois partagé entre frères et sœurs, parents plus lointains, ou même entre étrangers. L'effort commun du couple ne serait-il pas d'essayer d'acquérir un espace habitable, pour lui-même et ses enfants? Pour répondre, il faudrait disposer d'une étude globale de l'habitat et d'une recherche démographique, montrant s'il y a ou non évolution sensible au 6^e siècle.

En attendant, nous avons quelques indices: dans quatre ou cinq cas, on observe les efforts d'un couple pour réunir les différentes parties d'une maison et, parfois, les transmettre à un descendant. Par exemple, à la fin du 6^e siècle, Psatès et son épouse Maria ont acquis une maison, en deux achats successifs auprès de deux vendeurs différents; ils revendent ensuite la maison à un de leurs enfants; après la mort du couple, la vente est contestée par ses deux autres enfants²⁵. Un papyrus de Munich montre aussi que Iakôb et son épouse Tapia ont acheté chacun la moitié d'une maison; Tapia, devenue veuve, a vendu sa part à un certain Kyriakos; mais, par la suite, la fille du couple, Kakô, et le mari de celle-ci rachètent la part de Kyriakos; le couple le plus jeune détient donc désormais la moitié de la maison, plus la part qui revient à Kakô de par la succession de son père défunt²⁶.

Mais le souci du logement ne suffit sans doute pas à expliquer toutes les opérations de ce genre. En 573 un couple revend pour dix-huit sous, apparemment à un étranger, la maison qu'il avait achetée à deux frères. Il peut s'agir d'opérations de caractère purement économique²⁷.

Reste la dernière question: en quel sens les biens appartenant à un couple lui sont-ils communs? Cinq papyrus de Munich aident à le comprendre. Dans P. Monac. I 9, de 585, Aurélia Tapia déclare vendre à son gendre Paternmouthis et à sa fille Kakô sa part «des trois maisons de son père et de sa mère», à savoir: dans une maison qui appartenait à sa mère, la moitié d'une salle de réception (dont l'autre moitié appartient à ses deux frères) et sa part d'une terrasse au quatrième niveau (il est précisé que le quart de ces lieux lui vient de l'héritage de sa mère et l'autre quart par achat à un troisième frère); sa part de la maison de son père; et sa part d'une petite maison, part qui lui est venue en partie de l'héritage de sa mère, en partie de l'héritage de son père. Autrement dit, la mère de Tapia possédait une part de maison, le père de Tapia possédait une mai-

III.-I contratti di compra-vendita, in: *Aegyptus* 21 (1941) 98; *Orsolina Montevecchi*, *La papirologia* (Torino 1973) 210; *Herwig Maebler*, *Häuser und ihre Bewohner im Fayûm in der Kaiserzeit*, in: *Das römisch-byzantinische Ägypten* (Mainz 1983) 132-134; *Hansgünter Müller*, *Untersuchungen zur μίσθωσις von Gebäuden im Recht der gräko-ägyptischen Papyri* (Köln - Berlin - Bonn - München 1985) 350-361.

²⁵ P. Paris 21 bis et 20.

²⁶ P. Monac. I 12.

²⁷ P. Lond. V 1722.

son, et le père et la mère de Tapia possédaient conjointement (il me semble préférable d'éviter le terme «en commun») une maison: à vrai dire, ils en détenaient chacun une part et ces parts sont transmises aux enfants soit par héritage paternel soit par héritage maternel: donc de façon distincte. Pendant la vie du couple, les biens sont joints; ils sont néanmoins juridiquement distincts.

D'autres papyrus de Munich montrent encore deux cas où un couple achète ensemble une maison ou des pièces d'habitation et où, par la suite, la veuve dispose de sa part²⁸. Enfin deux papyrus de Munich permettent de préciser la situation patrimoniale d'un couple, Iakôb et Tapia²⁹. Des litiges qui ont suivi la mort de Iakôb, il ressort ceci. Iakôb avait des biens, qui sont partagés à égalité entre son fils et sa fille. Tapia a des biens personnels (ἴδια πράγματα): le document cite principalement des vêtements, parce qu'ils ont été l'objet d'une contestation; mais nous savons par ailleurs que Tapia a des biens immobiliers à elle (des parts de maison). Il y a, enfin, des biens appelés communs (κοινὰ πράγματα), qui sont divisés en trois parts égales, une pour Tapia, une pour son fils, une pour sa fille. A propos de ces biens, Tapia déclare, à la première ligne du papyrus (dont le début manque): «les biens sont communs à elle et à son défunt mari parce que tout ce qu'ils ont acquis en supplément a été acquis par leurs efforts communs»³⁰. La suite du texte montre que ces «biens communs» sont des biens mobiliers, dont la valeur est estimée à cent sous: des objets de bronze, des vêtements; peut-être aussi des reconnaissances de dette. C'est le seul cas, pour un couple, de biens dénommés «communs». Faut-il le généraliser? La lacune au début du texte est particulièrement irritante. Mais deux expressions font réfléchir. Acquérir par des efforts communs: qu'est-ce que cela recouvre? Acquérir en plus: en plus de quoi? Cela conduit aux troisième et quatrième enquêtes: dans quelles activités économiques un couple est-il engagé ensemble? Comment se présente l'ensemble de son patrimoine?

III. L'activité économique commune d'un couple

Nous avons rencontré plus haut de nombreux achats et quelques ventes de maison. On trouve deux autres formes d'activité commune: l'exercice d'un métier et des emprunts.

Un exemple est fourni, pour les métiers, par un contrat d'association de 568: un menuisier et les parents de son épouse s'engagent à «travailler les uns avec les autres à (leur) entreprise commune» et à partager «les bénéfices de leur activité»³¹. On a, en outre, plusieurs mentions d'un même métier pour les deux conjoints; et on voit parfois une veuve poursuivre le métier qu'exerçait son mari³².

Quant aux emprunts communs, j'en ai relevé sept cas: un de 333, un de 484, deux du 6^e siècle et trois du 7^e, ce qui n'autorise tout de même pas à parler d'une progres-

²⁸ P. Monac. I 11 (voir aussi P. Monac. I 12, l. 29-30); P. Monac. I 8.

²⁹ P. Monac. I 6 (l. 60-61 et 33-35) et 7.

³⁰ P. Monac. I 6, l. 1-3.

³¹ P. Cair. Masp. II 67158, l. 13 et 18-19.

³² P. Princ. III 145; P. Cair. Masp. II 67156.

sion³³. Ces emprunts suscitent trois remarques. Premièrement, il s'agit toujours d'emprunts d'argent, jamais de denrées agricoles. Deuxièmement, ils impliquent une utilisation commune des biens des deux conjoints, mais nullement un patrimoine commun. Quand on regarde, en effet, les garanties offertes par ces couples, on trouve la formule générale ἐξ ἀλληλεγγύης, qui implique seulement que chaque emprunteur est responsable, sur ses biens, de l'ensemble de la dette, ou l'expression vague et banale «au péril de notre fortune» (κινδύνῳ τῆς ἡμῶν ὑποστάσεως)³⁴. Il n'y a d'informations plus précises que dans deux cas. Au 6^e siècle, un couple offre en garantie «ce qui nous appartient» (τῶν ἡμῖν ὑπαρχόντων) et s'engage à rembourser «quand nous recevrons les avances de nos salaires de la quinzième indiction»³⁵; les salaires sont distincts et, à mon avis, les biens le sont aussi. En 535, un couple emprunte deux sous; en guise d'intérêts, il met à la disposition du prêteur une pièce d'habitation; or cette pièce appartient à l'épouse³⁶. On peut songer à un bien dotal, mais rien n'est dit. En tout cas, si l'emprunt est commun, il y a néanmoins séparation des biens. Troisièmement, sept emprunts communs, c'est peu. A titre de comparaison, on connaît pour la même période plus de trente emprunts ou mentions d'emprunt dont une femme est seule partie prenante³⁷.

Le reste est encore plus maigre. Il n'y a pas d'achat ou de vente d'esclave par un couple, ni de dépôt auprès d'un couple; mais ces deux catégories de documents sont rares. Pour les prêts, ce n'est guère mieux: aucun contrat de prêt n'est établi au nom d'un couple; nous avons seulement, en 647, la mention d'une sûreté hypothécaire faite au bénéfice d'un couple; il se peut également que les biens communs de Iakôb et Tapia aient compris des reconnaissances de dette en leur faveur³⁸. A titre de comparaison, on connaît une trentaine de prêts faits par une femme. De même, nous rencontrons une seule mention d'un achat de terre par un couple, dans la première moitié du 6^e siècle³⁹, alors qu'il y a neuf achats par des femmes. Une seule mention également d'une vente de terre, à la même époque⁴⁰. A titre de comparaison, on connaît vingt-trois ventes ou mentions de ventes effectuées par une femme: dans trois de ces cas, il s'avère que la femme est mariée et qu'elle agit avec l'assentiment de son mari. Que cela s'explique par la tutelle du mari sur l'épouse ou par l'existence de la dot, il y a, en tout cas, séparation des biens. Enfin il existe deux transactions (διαλύσεις) dont un couple est partie prenante. Ce sont deux documents d'Aphroditô de la première moitié du

³³ P. Oxy. XIV 1716 (mention); P. Oxy. XVI 1969; P. Oxy. XLVII 3355; P. Princ. III 145; P. Lond. V 1736; BGU III 725; P. Edfou I 3.

³⁴ P. Lond. V 1736, l. 8; P. Oxy. XVI 1969, l. 8; BGU III 725, l. 15; P. Edfou I 3, l. 15-16. Sur l'ἀλληλεγγύη, voir *Hans Julius Wolff*, *Papinian und die allelengye*, in: *Studi in onore di Edoardo Volterra*, t. 3 (Milano 1971) 738-746.

³⁵ P. Princ. III 145, l. 2-9.

³⁶ P. Oxy. XLVII 3355.

³⁷ Pour cette comparaison (et pour les suivantes) avec les contrats dont une femme est partie prenante, je renvoie au tome 2 de mon ouvrage sur «Le statut de la femme à Byzance (4^e-7^e siècle)», à paraître.

³⁸ P. Monac. I 6, l. 33-35.

³⁹ P. Vat. Aphrod. 19, l. 13-14.

⁴⁰ P. Mich. XIII 659, l. 63-64.

6^e siècle. Dans le premier, le litige concernait une hypothèque grevant un κτήμα acheté par le couple⁴¹. Dans le second, le litige portait sur le versement du prix d'un κτήμα vendu par le couple⁴². Il y a bien, chaque fois, propriété conjointe du couple et intérêt économique commun. Mais deux cas apparaissent bien peu de choses, alors que nous connaissons quinze transactions dont une femme est partie prenante: et parmi ces femmes, six femmes mariées, qui agissent avec l'assistance de leur mari. Ce qui représente, à mon avis, un tout autre cas de figure: à savoir, les biens de l'épouse sont distincts et le mari exerce un contrôle sur les intérêts économiques de son épouse, que ce soit comme tuteur ou du fait de la dot.

Il ressort de cette enquête que l'activité économique conjointe est très limitée, et cela au 6^e siècle comme à la fin du 3^e⁴³. Il existe trois exceptions, qui n'ont pas forcément la même signification. La première a trait à l'exercice commun d'un métier: elle montre au moins que le problème de la communauté des biens devrait être envisagé différemment selon les milieux sociaux. La deuxième concerne l'acquisition de maisons, dont il a été question plus haut: on aimerait savoir d'où vient l'argent de ces achats. La troisième est moins nette: il s'agit des emprunts, dont on peut se demander s'il faut les lier au problème juridique des dépenses du mariage. Ces deux derniers points nous renvoient au patrimoine du couple.

IV. Le sort du patrimoine au terme du mariage

Il existe, *a priori*, deux moments privilégiés pour étudier le patrimoine du couple d'une façon globale: sa constitution et sa disparition. J'ai choisi de donner la préférence à l'étape finale. D'abord, à cause du sujet du colloque (Ein Fleisch, ein Gut?). S'il se forme au cours du mariage un patrimoine commun, si les biens du couple fonctionnent comme un tout et s'ils sont, d'une manière ou d'une autre, conçus comme un tout, cela se marquera, nécessairement, au terme de l'union; alors qu'à son origine, les sources mettent surtout l'accent sur les catégories de biens, de statuts juridiques différents, apportés par les deux familles: du côté de l'épouse, la dot, évidemment; du côté du mari, les ἔδνα ou ἑδνον, plus ou moins assimilé à la *donatio ante nuptias* de la législation impériale; d'autres dons ou objets encore. Ensuite, parce que la constitution des biens du couple est plus difficile à saisir: elle peut se faire en plusieurs étapes (le mariage, mais aussi le décès des ascendants et d'autres parents). Enfin, parce qu'il se trouve que les contrats de mariage de l'Égypte byzantine sont particulièrement mal conservés et fournissent un point de départ très décevant.

Voyons donc si la dissolution du mariage représente aussi celle d'une communauté de biens? Trois situations doivent être envisagées: le divorce; la mort d'un conjoint, en l'absence d'enfants; la mort d'un conjoint, avec enfants.

⁴¹ P. Vat. Aphrod. 10.

⁴² P. Mich. XIII 659.

⁴³ En revanche, il est fréquent de voir le mari assister ou consentir à un acte qui a pour partie prenante son épouse.

Le divorce: la rupture de l'union est-elle celle d'une communauté patrimoniale?

Nous avons une quinzaine d'accords relatifs à des divorces par consentement mutuel, qui vont de la fin du 3^e siècle à la fin du 6^e⁴⁴. Tous sont des déclarations comme quoi les époux n'ont aucun grief l'un envers l'autre sur tout ce qui touche au mariage. Le point ici intéressant est d'y lire que chaque époux avait apporté des biens (qui sont à lui) et les a récupérés; il n'y a aucune trace de biens communs qui feraient l'objet d'un partage lors du divorce.

Dans les textes du début du 4^e siècle, on trouve parfois une formulation brève: «chacun d'entre nous a recouvré ses biens en entier (τὰ ἑαυτοῦ)»⁴⁵. Ailleurs, le mari déclare à l'épouse «avoir reçu l'intégralité de toutes les espèces (εἶδη) qu'il lui avait transmises de n'importe quelle façon» et s'engage à ne la poursuivre «ni à propos de la vie commune ni à propos de l'*bednon*»; l'épouse, de son côté, reconnaît «avoir reçu de lui l'intégralité de tout ce qui avait été donné à titre de dot, ainsi que ses autres objets (σκεύη)»⁴⁶. Bref, il y a eu, pendant le mariage, juxtaposition de deux masses patrimoniales et nullement formation d'un patrimoine commun qui serait divisé lors de la rupture.

Les formules du 6^e siècle ne montrent aucune évolution sur ce point. En voici trois exemples. Le premier est une déclaration réciproque des deux époux: «chacune des deux parties reconnaît détenir et avoir recouvré ce qu'elle a apporté pendant le temps de leur union et n'avoir aucun grief envers l'autre partie, ni sur les *bedna* ni sur la dot, ni sur les dépenses du mariage, ni sur les objets (σκεύη), ni sur les espèces (εἶδη), ni sur aucune autre chose afférente à leur union commune»⁴⁷. On voit ainsi les époux apporter les mêmes catégories de biens qu'au 4^e siècle et les récupérer de même. Le deuxième exemple est une déclaration de l'époux à l'épouse: «je reconnais n'avoir désormais aucun grief envers toi ..., ni sur le mariage, ni sur les *bedna*, ni sur les dépenses du mariage, ni sur la dot, ni sur n'importe lequel des objets apportés simultanément l'un à l'autre»⁴⁸. La dernière expression implique un apport réciproque plus qu'une communauté. La troisième formule le confirme: «chacun reconnaît avoir recouvré ses biens propres (τὰ ἴδια) en entier et n'avoir aucun grief, ni sur les objets ou espèces, ni sur les *bedna*, ni sur la vie commune, ni sur aucune autre chose»⁴⁹. Elle montre que les σκεύη, les εἶδη et les ἔδνα (on pourrait ajouter la dot) demeurent virtuellement des biens propres du conjoint qui les apporte.

On constate donc, sans changement de la fin du 3^e siècle à la fin du 6^e, une réciprocité dans les apports, mais une séparation des biens: il n'y a aucune trace de biens acquis en commun qui feraient l'objet d'une répartition égale.

Une objection vient à l'esprit: dans ces textes, nous avons affaire à des formules; elles peuvent être stéréotypées et mal refléter une possible évolution. Certes, mais il s'y

⁴⁴ Voir Andreas Merklein. Das Ehescheidungsrecht nach den Papyri der byzantinischen Zeit (Diss. Erlangen 1967).

⁴⁵ P. Oxy. XLIII 3139, l. 13–14; P. Oxy. XXXVI 2770, l. 11–12.

⁴⁶ P. Grenf. II 76, l. 6–8 et 11–15.

⁴⁷ P. Cair. Masp. II 67154, l. 13–21.

⁴⁸ P. Cair. Masp. II 67153, l. 15–21.

⁴⁹ P. Lond. V 1712, l. 11–14.

ajoute quelques récits relatifs à des ruptures, du 4^e, du 5^e et du 6^e siècle⁵⁰. Or on y voit que l'essentiel est de récupérer la dot, l'ἔδνον ou encore des biens propres; il n'est jamais question que de masses patrimoniales distinctes. Bref, lors d'un divorce, les biens qui avaient été réunis, mais non confondus, se disjoignent comme le couple⁵¹.

*Le mari ou l'épouse meurt; le couple n'a pas d'enfants:
une unité du patrimoine se maintient-elle, au moins temporairement?*

Certains contrats de mariage prévoient cette situation. Mais les clauses qui nous sont parvenues sont elliptiques ou lacunaires. Un contrat du 6^e siècle se réfère seulement aux dispositions des lois sur les κάσοι⁵². Il s'agit de ce qui est appelé *casus non existentium liberorum* ou κάσος ἐξ ἀπαιδίας: s'il n'y a pas d'enfants, l'épouse survivante reçoit une fraction de la donation anténuptiale ou l'époux survivant une fraction de la dot; ces fractions doivent être identiques⁵³. Un autre contrat du 6^e siècle indique: «la jeune mariée aura comme gain tout ce qui est propre à son mari (τὰ οἰκεῖα)»⁵⁴. Faut-il comprendre par là l'ensemble des biens du mari, en donnant à τὰ οἰκεῖα le même sens qu'à τὰ ἴδια? Il y a une difficulté. Car le contrat affirme aussi que les deux conjoints sont traités d'une façon identique. Or on lit, pour le cas où l'épouse meurt la première: «le mari aura comme gain seulement []». La suite est perdue dans une lacune, mais l'expression exclut que le mari acquière tous les biens de l'épouse.

Les testaments ou dispositions testamentaires fournissent une deuxième série d'informations. Eux aussi témoignent d'une tendance à transmettre à la veuve sans enfants les biens du mari, en totalité ou en partie. Nous avons trois documents de ce genre. Au 4^e siècle, Abraham donne la moitié de ses biens à l'Église; l'autre moitié va à son épouse, mais seulement en usufruit: à la mort de sa femme, cette seconde moitié ira aussi à l'Église⁵⁵. Le texte permet de voir, en outre, qu'Abraham a trois sœurs: divers dons leur seront faits, soit après sa mort, soit après la mort de son épouse. Au milieu du 5^e siècle, Kollouthos institue son épouse héritière de tous ses biens, en faisant une mention spéciale de la maison qu'il habite⁵⁶. On relève une fois de plus l'importance de l'habitation comme élément de la vie commune. Au 6^e siècle, Flavios Pousi décide que l'Église héritera de la moitié de sa maison; son épouse recevra un quart de la maison, tout le matériel (ὄλη) qui s'y trouve, ainsi que les vêtements et parures de femme qui y sont⁵⁷. Une autre femme (on ignore si c'est ou non une parente) aura le dernier quart de la maison et des objets qui sont spécifiés. A ces trois documents s'ajoute un

⁵⁰ P. Panop. 28; P. Lips. 41; PSI IX 1075; P. Lond. V 1731.

⁵¹ On relève qu'aucun de ces documents ne donne d'information concrète sur la question des dépenses du mariage.

⁵² CPR I 30 II, l. 23–25 (= M. Chr. 290).

⁵³ Sur ces mesures, voir *Henry Monnier*, Du «casus non existentium liberorum» dans les Nouvelles de Justinien, in: *Mélanges Gérardin* (Paris 1907) 437–465.

⁵⁴ P. Cair. Masp. I 67006 v°, l. 129–130; voir aussi l. 125 et 122–123.

⁵⁵ P. Gron. 10.

⁵⁶ Stud. Pal. I p. 6 n°I.

⁵⁷ P. Oxy. XVI 1901.

texte du 7^e siècle, dont il ressort qu'une veuve a hérité d'une part de maison de son mari⁵⁸.

On constate donc, indéniablement, des dispositions testamentaires du mari en faveur de l'épouse sans enfants: il lui laisse ses biens ou une part de ses biens, dans lesquels l'habitation est un élément important. Mais, pour apprécier ces mesures, il faudrait connaître leur fréquence. Est-ce le cas le plus régulier? Un autre testament inciterait à répondre que oui: en 567, un homme institue héritiers deux monastères et sa grand-mère; or il s'agit d'un veuf⁵⁹.

Néanmoins, ce n'est pas universel. Un document de 295 permet de voir qu'un homme est mort en laissant une veuve, une sœur et sa mère. Les biens du défunt sont allés à sa mère et la veuve a seulement reçu «tout ce qu'elle prétendait que le fils détenait de ses biens»⁶⁰. La formule est vague: il peut s'agir de la dot comme d'autres biens personnels de la femme. En tout cas, il y a clairement séparation des deux masses patrimoniales qui avaient été réunies pendant le mariage: la femme ne récupère que la sienne. A l'autre extrémité chronologique (6^e-7^e siècles), une veuve connaît peut-être une situation analogue. Un texte mentionne un arbitrage entre la veuve d'un certain Enôch et les frères du défunt⁶¹: on peut penser que les frères sont les successeurs et que la veuve cherche à récupérer ses biens. Mais c'est incertain.

Que conclure sur la situation de la veuve sans enfants? Le passage de biens du mari (la maison en particulier) à la veuve semble une pratique assez fréquente, sans que l'on puisse dire que c'est la norme sociale. Et on ne décèle pas de progrès certain en ce sens du 4^e au 6^e siècle⁶².

Il faut enfin ajouter qu'on a une mention, en 567, de dispositions testamentaires de l'épouse en faveur du veuf sans enfants⁶³. Mais qu'inférer d'un cas unique?

*Le couple a des enfants; la mort rompt le mariage:
constate-t-on une communauté de biens après la mort du premier conjoint?*

Il existe deux sources d'information: les prescriptions juridiques (clauses des contrats de mariage et dispositions testamentaires) et les récits, qui font saisir des situations successorales réelles. Les situations concrètes sont beaucoup plus floues, d'un point de vue juridique, et d'autant plus compliquées qu'il s'y mêle la question de la minorité des enfants et des pouvoirs qui s'exercent sur eux. Il est préférable d'analyser ces données les unes après les autres, pour essayer d'éclairer les secondes par les premières, et de distinguer le 6^e siècle du 4^e, pour saisir une éventuelle évolution.

En ce qui concerne les prescriptions juridiques, nous avons, pour le 4^e siècle, un seul document. Il s'agit du testament d'un centurion, rédigé en 320: il institue héritiers, à égalité, ses cinq frères et sœurs germains, son épouse et la fille qu'il a eue

⁵⁸ SB VI 8987, l. 15-18. On ne sait, toutefois, s'il s'agit d'un couple sans enfants.

⁵⁹ P. Cair. Masp. III 67312.

⁶⁰ M. Chr. 318, l. 12-14.

⁶¹ W. Chr. 134 (= BGU I 103).

⁶² Mais les documents sont trop peu nombreux pour que cette impression soit définitive.

⁶³ P. Cair. Masp. III 67312, l. 73-74.

d'elle⁶⁴. C'est un texte à part, ne serait-ce qu'en raison de la faible place qu'il accorde à la descendance par rapport aux collatéraux.

Le 6^e siècle est plus riche. Deux cas de figure se différencient nettement: ou bien les deux masses patrimoniales se dissocient dès la mort du premier conjoint ou bien tout reste réuni entre les mains du survivant. Le premier cas de figure se voit dans un contrat de mariage. Il y est prévu qu'à la mort du mari l'épouse «aura tous les *hedna* et tout ce qui est donné au moment du mariage»⁶⁵. Cela implique que le reste de la fortune maritale lui échappe. La dissociation des biens est également prévue dans un testament de 570⁶⁶: Flavios Phoibammôn, médecin-chef à Antinooupolis, institue héritiers ses fils, mineurs, et établit quelques legs, en particulier en faveur d'un monastère, dont l'higoumène recevra la curatelle des enfants. Il ajoute: «ma très noble épouse aura la maîtrise de ses seuls *hedna*, que je lui ai donnés au moment de ses noces avant l'union»; et il précise qu'elle ne pourra rien réclamer de ses biens à ses héritiers. La dissociation des deux masses patrimoniales est donc immédiate. Il faut noter qu'elle s'accompagne d'une rupture de la cellule familiale; car Phoibammôn poursuit: «je veux qu'elle puisse seulement prendre, en partant de ma maison, ses *γονικά πράγματα*, ceux dont elle aura prouvé qu'elle les avait apportés *γονικόθεν*». Phoibammôn prévoit donc le départ de sa veuve et une certaine méfiance semble prévaloir.

Le deuxième cas de figure (maintien du patrimoine du couple aux mains du survivant) se voit dans la convention conclue en 583–584 par Patermouthis et Kakô⁶⁷. Le texte débute par un éloge de leur harmonie conjugale, puis exprime la crainte que le survivant soit dépossédé par les enfants communs. Il est donc décidé que celui-ci aura et maîtrisera tous les biens de toute espèce laissés par le défunt; mais, à sa mort, il devra transmettre aux enfants, à égalité, l'ensemble de la fortune des deux conjoints. Ce texte pose un problème d'interprétation: certains termes donnent l'impression que le survivant obtient les biens en toute propriété, d'autres formules incitent à penser qu'il n'en a que la jouissance. En tout état de cause, il apparaît que le patrimoine du couple gardera son unité jusqu'à la disparition du deuxième conjoint et qu'il sera alors transmis aux enfants d'une façon globale.

De ces deux cas de figure opposés que fournissent les prescriptions juridiques, l'harmonie ou la mésentente conjugale représentent-elles le seul élément d'interprétation? Voyons les situations successorales concrètes.

Certaines fois, les biens du couple sont disjointes dès la mort d'un des deux parents, et cela au 6^e siècle comme au 4^e. En 291, Aurélios Thonios vend le cinquième de quatre aroures⁶⁸. On voit qu'il détient cette fraction, à égalité avec ses quatre frères et sœurs, par l'héritage de sa mère défunte. La vente est garantie par son père, «qui l'a sous sa main selon les lois des Romains». Il y a, certes, pouvoir du père; mais chaque enfant a reçu sa part des biens maternels. On rencontre une situation analogue en

⁶⁴ P. Col. VII 188.

⁶⁵ P. Cair. Masp. I 67006 v°, l. 125–129.

⁶⁶ P. Cair. Masp. II 67151, l. 169–182.

⁶⁷ P. Lond. V 1727.

⁶⁸ P. Oxy. IX 1208.

430⁶⁹. Et, pour le 6^e siècle, nous avons déjà évoqué la situation successorale créée par la mort de Iakôb⁷⁰: Kakô et son frère Iôannês ont obtenu l'héritage de leur père dès la mort de celui-ci; ils se sont partagé tous ses biens par moitié; le conflit qui les oppose à leur mère Tapia porte seulement sur les «biens communs» du couple évoqués plus haut. Enfin, deux autres papyrus du 6^e siècle se réfèrent sans doute à deux cas du même genre⁷¹.

D'autres fois, inversement, et presque toujours au 6^e siècle, les biens du défunt restent aux mains du survivant. Dans certains cas, on constate que le couple a de jeunes enfants. L'unité des biens se maintient donc en même temps que celle de la cellule familiale. Nous en avons deux exemples, dans les années 550. Un premier document règle un conflit successoral entre un frère et ses sœurs mariées. Il rappelle ceci: «leur père à tous Apollôs a quitté la vie après leur mère à tous, Hêraeis, décédée avant lui; il leur a laissé tous les biens qui appartenaient à lui et à leur mère ...»⁷². La totalité de la fortune du couple est restée entre les mains du père, auprès de qui vivaient les jeunes enfants. Dans le second papyrus, il s'agit d'un conflit successoral entre une veuve et sa fille⁷³. Par le récit de la veuve, on voit que son mari est mort quatorze ans auparavant, en la laissant avec quatre enfants. Pour les élever, elle a travaillé à leur métier de fleuriste; et elle a beaucoup dépensé pour leur mariage. La précision la plus intéressante pour nous est celle-ci: c'est seulement dix ans après la mort du père qu'ont été faits les comptes de ce que l'on peut bien appeler la communauté familiale.

Ces deux documents du 6^e siècle permettent trois observations. L'exercice commun d'un métier peut contribuer à expliquer des situations de communauté. Le jeune âge des enfants joue évidemment un rôle important. Le mariage des enfants apparaît comme le moment où cette communauté se rompt; en particulier le mariage des filles: elles ou leurs maris réclament alors une part successorale.

D'autres textes confirment la troisième observation. Dans un contrat de mariage du 6^e siècle⁷⁴, le père du marié déclare apporter à titre de donation anténuptiale tous les biens laissés par sa défunte épouse; de son côté, le père de la mariée déclare donner toute une série de biens provenant de la fortune maternelle. Cela pose beaucoup de problèmes juridiques. Mais, concrètement, tout se passe comme si le père survivant avait à sa disposition les biens maternels: le mariage des enfants occasionne leur transmission au nouveau couple. Un second document renvoie peut-être à une situation du même genre. Il est d'autant plus intéressant qu'il date de la fin du 4^e ou du 5^e siècle, alors que tous les cas précédents sont du 6^e. C'est une demande de transfert d'imposition⁷⁵. Un père y demande que des surfaces cultivables et leur charge fiscale soient transférées au nom de sa fille (par l'intermédiaire du mari de celle-ci). Or on voit que, parmi ces biens, certains figuraient au nom de son épouse, d'autres au nom de son

⁶⁹ PSI XII 1239.

⁷⁰ P. Monac. I 6 et 7.

⁷¹ P. Cair. Masp. III 67314; P. Cair. Masp. I 67005, l. 11-13.

⁷² P. Lond. V 1708, l. 27-34.

⁷³ P. Cair. Masp. II 67156, l. 9-16.

⁷⁴ P. Cair. Masp. I 67006 v°, l. 19-56 et 77-98.

⁷⁵ P. Michael. 33.

propre père. Là encore l'interprétation juridique pose de multiples problèmes. Mais on peut penser qu'il s'agit d'un veuf, qui disposerait des biens de sa femme en faveur d'une fille qui se marie.

Enfin, dans quelques cas, la communauté persiste au-delà du jeune âge des enfants et de leur mariage, jusqu'à la mort du conjoint survivant. La situation est alors identique à ce que prévoyaient Patermouthis et Kakô, mais son fondement juridique reste inconnu. Ainsi, dans un papyrus de Munich de la fin du 6^e siècle, une veuve s'exprime de la façon suivante: «qu'après ma mort il te soit possible d'hériter avec tes autres frères à égalité de tout ce qui sera laissé par ton père et moi»⁷⁶. On relève que le règlement de la succession est suspendu et qu'il doit se faire globalement après la disparition du couple des parents. Pour la même époque, on constate qu'un conflit successoral a éclaté entre trois frères et sœurs «après la mort de leurs parents ... à propos de la modeste fortune de ceux-ci»; il y a eu, alors, un partage très détaillé des biens paternels et maternels en trois tiers⁷⁷. Là encore la succession est donc réglée globalement, en une fois, à la mort du dernier des deux parents.

Bref, quand un couple a des enfants, on trouve des exemples de dissociation des biens au 6^e siècle comme au 3^e. Mais c'est seulement au 6^e siècle que l'on voit de façon certaine l'ensemble des biens rester parfois à la disposition du conjoint survivant. Il n'est pas impossible que cela corresponde à une évolution. Mais il faudrait aussi pouvoir tenir compte des différentes catégories sociales: l'exercice d'un même métier doit favoriser la communauté; l'habitation commune n'a pas toujours la même importance dans les biens du couple.

Si l'évolution reste incertaine, un phénomène semble clair: le patrimoine n'est vécu et conçu comme un tout qu'à partir du moment où le couple a des enfants; c'est par rapport à ceux-ci qu'il fonctionne comme un tout. Nous l'avons constaté précédemment, quand le conjoint survivant dispose de biens de l'une ou l'autre origine en faveur des enfants. Mais d'autres textes permettent d'observer le même phénomène, du vivant des deux parents. En 566, par exemple, un couple hypothèque dix aroures pour garantir les ἔδνα promis à l'épouse de leur fils; le couple spécifie que ces dix aroures sont prises sur «celles de la part qu'hériterait avec la volonté de Dieu notre fils Bésariôn sur nos biens ruraux»⁷⁸. En ce sens, il y a véritablement des biens γονικά.

Mais cette communauté patrimoniale du couple parental est un phénomène purement social. Le divorce y met fin, comme la disparition des enfants. Elle n'a aucune existence juridique. Juridiquement, il n'existe que des biens paternels ou maternels.

Il reste, enfin, une importante interrogation. On constate que les biens du couple fonctionnent souvent comme un tout, vis-à-vis des enfants. Mais on relève aussi que l'activité économique conjointe du couple est très limitée pendant le mariage. Faut-il essayer de réduire ce décalage? Faut-il comprendre, notamment, que la majeure partie des biens de la femme est aux mains du mari et que le mari assure seul l'activité économique du couple et assume seul les dépenses du mariage? La question sous-jacente

⁷⁶ P. Monac. I 8, l. 24-26.

⁷⁷ P. Paris 20.

⁷⁸ P. Michael. 42 A, l. 9-15.

est évidemment celle de la dot. Il a été très peu question d'elle dans ce qui précède. La raison en est qu'elle apparaît rarement dans nos documents, hormis les contrats de mariage et de divorce: autrement dit, il est exceptionnel de rencontrer un bien qualifié de dotal. Cela nous ramène aux réflexions faites ici par Marie Theres Fögen, sur dot et *bona materna*.